



La protection du travail et la sécurité de l'emploi au Xinjiang

Office d'information du Conseil des Affaires d'Etat
de la République populaire de Chine

Septembre 2020



Editions en Langues étrangères





Première édition 2020

ISBN 978-7-119-12504-6

Editions en Langues étrangères

24, Bai Wan Zhuang

100037 Beijing, Chine

Distributeur : Société chinoise du

Commerce international du Livre

35, Che Gong Zhuang Xi Lu

100044 Beijing, Chine

Imprimé en République populaire de Chine





Sommaire

Avant-propos	1
I. Situation fondamentale de l'emploi au Xinjiang	3
II. Mettre en application une politique d'emploi proactive	9
III. Respecter la volonté des travailleurs	17
IV. Protéger les droits fondamentaux des travailleurs en vertu de la loi	21
V. Le travail permet de créer une vie meilleure	27
VI. Pratiquer les normes internationales du travail et des droits de l'homme	33
Conclusion	37







Avant-propos

Le travail est un moyen d'existence mais également une activité essentielle de l'humanité. Il permet de créer une vie meilleure, de promouvoir l'épanouissement global de l'homme et le progrès de la civilisation humaine. La Constitution de la République populaire de Chine donne aux citoyens le droit au travail et le devoir de travailler. La protection du droit au travail revient à sauvegarder la dignité et les droits de l'homme.

La Chine est un grand pays sur les plans démographique et de la main-d'œuvre. La protection du travail et la sécurité de l'emploi mettent en jeu les droits fondamentaux des travailleurs et leur bonheur ainsi que le développement économique, l'harmonie dans la société, la prospérité de l'Etat et le renouveau national. Adhérant au concept de développement centré sur le peuple, la Chine accorde une haute importance à la protection du travail et à la sécurité de l'emploi, met vigoureusement en œuvre la stratégie donnant la priorité à l'emploi et une politique d'emploi proactive. Elle respecte la volonté des travailleurs, protège en vertu de la loi le droit des citoyens au travail, pratique les normes internationales du travail et des droits de l'homme, œuvre pour que chacun crée une vie heureuse et réalise son propre développement grâce à son labeur.

Conformément aux grands principes de l'Etat portant sur la création d'emploi, ainsi qu'aux dispositions générales de ce dernier concernant la bataille décisive contre la pauvreté,





le Xinjiang, en considérant la promotion de l'emploi comme son plus grand projet de bien-être social, son plus grand projet d'action de solidarité et son plus grand projet de consolidation des fondements, s'est efforcé d'associer le choix autonome du travail, le réajustement par le marché, la promotion gouvernementale et l'encouragement de la création d'entreprises, afin d'accroître la création d'emplois par de multiples canaux et de stabiliser l'emploi par mille et un moyens. Grâce à une politique d'emploi proactive, le peuple multiethnique du Xinjiang a vu ses conditions de vie matérielle et culturelle s'améliorer continuellement, ses droits de l'homme faire l'objet d'une protection et d'un développement effectifs. Cela a jeté les fondements solides pour s'assurer que les masses de différentes ethnies du Xinjiang entrent dans la société de moyenne aisance simultanément avec celles de l'ensemble du pays et pour réaliser la stabilité sociale durable dans le Xinjiang.





I. Situation fondamentale de l'emploi au Xinjiang

Situé dans les régions frontières nord-ouest de la Chine, le Xinjiang a un développement relativement retardataire et une forte population démunie depuis de longues années en raison de facteurs historiques et naturels. Les 3 préfectures et le département autonome au sud des monts Tianshan (Hotan, Aksu, Kashgar et Kizilsu) en particulier, sont caractérisés par un environnement hostile, une faible base économique, et une capacité d'adaptation de l'emploi gravement insuffisante. Il s'agit d'une région la plus touchée par la pauvreté selon les normes de l'Etat. De plus, les forces violentes et terroristes, les forces sécessionnistes ethniques et les forces extrémistes religieuses prônent depuis longtemps des idées selon lesquelles « la vie future est déterminée par le Ciel » et « la charia est supérieure à la loi de l'Etat ». Elles incitent les masses à boycotter l'apprentissage de la langue chinoise orale et écrite, à rejeter les connaissances scientifiques modernes, et à refuser d'apprendre et de maîtriser les techniques nécessaires pour trouver un emploi, d'améliorer la situation financière et d'augmenter la capacité d'auto-développement. Cela a généré un faible taux d'emploi et c'est la raison pour laquelle certaines personnes ont un esprit suranné et un revenu limité, sont peu éduquées, manquent de compétence dans le travail, et vivent dans la pauvreté depuis de longues années.





La promotion de l'emploi a un rôle important pour protéger les droits du peuple multiethnique au travail et à l'emploi, pour développer et améliorer le bien-être de la population, et pour favoriser l'harmonie et la stabilité dans la société. Notamment depuis le XVIII^e Congrès du PCC tenu en 2012, le Xinjiang a mis en œuvre des programmes de promotion de l'emploi au profit du peuple, renforcé continuellement la formation à l'emploi, multiplié énergiquement les canaux d'accès à l'emploi et créé effectivement de nouveaux emplois. La situation de l'emploi en constante amélioration a permis aux masses de différentes ethnies d'augmenter sans cesse leur revenu, d'améliorer progressivement leur vie et de se sentir plus satisfaites, plus heureuses et plus en sécurité.

Le système politique a été perfectionné. Ces dernières années, le Xinjiang a mis en application les décisions et dispositions de l'Etat en faveur de la stabilité et de la promotion de l'emploi. En répondant aux revendications de ses populations et en tenant compte de ses propres conditions, il a élaboré l'Avis du comité du PCC et du gouvernement populaire de la Région autonome ouïgoure du Xinjiang sur le travail visant à promouvoir l'emploi et la création d'entreprises, l'Avis du gouvernement populaire de la Région autonome ouïgoure du Xinjiang pour mener à bien le travail relatif à l'emploi et à la création d'entreprises au présent et à l'avenir et le Programme de la Région autonome ouïgoure du Xinjiang sur la promotion de l'emploi durant le XIII^e Plan quinquennal. Ces documents ont pris des dispositions systématiques concernant le développement économique, la garantie budgétaire, la politique fiscale préférentielle, le soutien financier, la coordination entre les villes et les campagnes, entre les différentes régions et entre les divers





groupes, ainsi que le soutien à l'emploi flexible et l'assistance à l'emploi des personnes démunies. Ils constituent une garantie institutionnelle pour promouvoir l'emploi et protéger les droits et intérêts des travailleurs.

Les créneaux d'emploi ont été continuellement multipliés. En se focalisant sur les groupes clés ayant du mal à trouver du travail et sur les régions les plus touchées par la pauvreté, le Xinjiang oriente les masses de différentes ethnies à trouver du travail localement, à aller dans les villes de manière ordonnée ou à créer leurs propres entreprises, mais aussi fait progresser le transfert de la main-d'œuvre pauvre vers d'autres secteurs à pas assurés. De 2014 à 2019, le nombre de travailleurs du Xinjiang est passé de 11 352 400 à 13 301 200, soit une augmentation de 17,2 % ; on a recensé en moyenne et par année plus de 471 200 personnes qui ont trouvé un emploi dans les villes et bourgs, dont 148 000 au sud des monts Tianshan (31,4 %) ; chaque année, on a enregistré en moyenne plus de 2 763 000 transferts de la main-d'œuvre excédentaire en milieu rural vers d'autres secteurs, dont 1 678 000 au sud des monts Tianshan (plus de 60 %).

La structure de l'emploi a été rationalisée. En se basant sur la promotion de la réforme structurelle du côté de l'offre, le Xinjiang s'est efforcé de porter le secteur primaire à un niveau plus élevé, de mettre l'accent sur les secteurs clés du secteur secondaire, et de développer grandement le secteur tertiaire. Il a formé et développé des secteurs locaux spécifiques et les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, en orientant le transfert ordonné de la main-d'œuvre vers le secteur tertiaire. En 2019, la proportion de la main-d'œuvre dans les trois secteurs de l'économie était de 36,4 : 14,1 : 49,5,





contre 45,4 : 16,0 : 38,6 en 2014. Parmi ces trois secteurs, le secteur tertiaire est devenu le secteur qui a créé le plus grand nombre d'emplois avec une croissance de 10,9 points de pourcentage. De plus en plus de la main-d'œuvre rurale excédentaire s'est déplacée vers les villes, où la capacité d'adaptation d'emploi a été davantage renforcée. En 2014, 5 354 000 personnes travaillaient dans les villes et bourgs. Ce chiffre est passé à 7 341 700 en 2019, représentant 55,2 % de la population active.

La qualité des travailleurs a été considérablement améliorée. Par la mise en application de projets d'intérêt public grâce à l'éducation, l'enseignement préscolaire, l'enseignement obligatoire de neuf ans, l'enseignement au lycée, l'enseignement supérieur et l'enseignement professionnel sont tous parvenus à un niveau record au Xinjiang. En 2019, l'effectif des étudiants de l'enseignement supérieur a atteint 453 800, soit une augmentation de 146 200 par rapport à 2014 ; celui des élèves de l'enseignement secondaire, 1 843 600, soit une augmentation de 147 600 par rapport à 2014. Le développement de formations professionnelles qualifiantes a permis de former un grand contingent de travailleurs de la nouvelle ère dotés de qualités intellectuelles, de compétences professionnelles et d'un esprit novateur. Selon les statistiques, de 2014 à 2019, le Xinjiang formait chaque année en moyenne 1 288 000 travailleurs urbains et ruraux pour les différents secteurs, dont 451 400 au sud des monts Tianshan. Les stagiaires peuvent maîtriser au moins une technique qualifiante, et dont la majorité a obtenu un certificat de qualification professionnelle, un certificat d'aptitude professionnelle ou un certificat d'aptitude professionnelle spéciale pour trouver un emploi durable.





Les revenus des habitants et des employés ont été accrus progressivement. De 2014 à 2019, le revenu disponible par citadin dans la Région autonome ouïgoure du Xinjiang est passé de 23 200 yuans à 34 700 yuans, soit une croissance nominale annuelle de 8,6 % ; le revenu disponible par habitant rural dans cette région autonome, de 8 724 yuans à 13 100 yuans, soit une croissance nominale annuelle de 8,5 % ; le revenu disponible par citadin dans le Corps de production et de construction du Xinjiang, de 27 600 yuans à 40 700 yuans, soit une croissance nominale annuelle de 8,5 % ; le revenu disponible par habitant rural dans ce même Corps, de 13 900 yuans à 22 000 yuans, soit une croissance nominale annuelle de 9,9 %. Le revenu annuel moyen des employés des entreprises non privées dans les villes et bourgs du Xinjiang est passé de 53 500 yuans à 79 400 yuans, soit une croissance annuelle de 8,4 % ; celui des employés des entreprises privées dans les villes et bourgs, de 36 200 yuans à 45 900 yuans, soit une croissance annuelle de 5,4 %. En 2018 et 2019, 155 000 personnes démunies ayant été enregistrées dans le fichier centralisé, vivant au sud des monts Tianshan et dans les quatre fermes régimentaires les plus touchées par la pauvreté du Corps de production et de construction, ont été transférées vers d'autres secteurs et sont sorties de la pauvreté.

Les faits prouvent que les efforts déployés ces dernières années en vue de promouvoir l'emploi se sont avérés fructueux au Xinjiang, manifestant une tendance prometteuse dans leur ensemble. Cependant, le Xinjiang est toujours confronté à des difficultés et défis dont la faible base du développement économique, une grande quantité de la main-d'œuvre rurale excédentaire et un bas niveau de compétence professionnelle.





L'optimisation de la structure industrielle, l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre et le changement de la mentalité constituent une tâche de longue haleine pour régler les problèmes liés à la création de l'emploi au Xinjiang.





II. Mettre en application une politique d'emploi proactive

Depuis ces dernières années, le Xinjiang accorde une plus grande importance à l'élaboration et à l'application de stratégies de développement socio-économique favorables à la multiplication des créneaux d'emploi, améliore et perfectionne en temps opportun les diverses mesures politiques visant à promouvoir l'emploi, afin d'assurer aux travailleurs un emploi stable, durable et régulier.

Optimiser la structure industrielle pour créer davantage d'emplois. En profitant des opportunités apportées par la construction de « la Ceinture et la Route », le Xinjiang diversifie son système industriel. Tout en mettant l'accent sur le développement de la fabrication avancée et des secteurs émergents à forte concentration de capital, de technologie et de savoir, il développe avec énergie les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que le textile, l'habillement, l'électronique grand public, les chaussures, les coiffures, la maroquinerie, ainsi que les services modernes dont le e-commerce, la création culturelle, les secteurs liés au tourisme, la santé et les services aux personnes âgées. Il s'efforce d'élargir les espaces pour l'emploi et d'en multiplier les créneaux. La technopole Zhundong du Xinjiang fondée en 2012, en se basant sur la transformation de ressources concurrentielles, développe vigoureusement six secteurs, notamment les nouveaux matériaux et les nouvelles éner-





gies. Fin 2019, elle avait employé plus de 80 000 travailleurs. Depuis 2014, l'Etat a accordé un soutien considérable au développement du textile du Xinjiang. De 2017 à 2019 seulement, ce secteur a créé un total de 350 000 emplois sur l'ensemble du territoire du Xinjiang. La préfecture de Kashgar a mis l'accent sur la transformation des produits agricoles et subsidiaires, ainsi que sur l'assemblage des produits électroniques, elle a attiré et développé des entreprises concernées dans ses technopoles et les a orientées pour créer des ateliers dans les régions rurales. Fin 2019, cette préfecture comptait 210 entreprises de transformation des produits agricoles et subsidiaires, qui ont créé 16 700 emplois ; elle recensait également 1 406 entreprises installées dans ses diverses technopoles, avec 84 100 employés. La préfecture d'Aksu a renforcé la coopération entre les entreprises et les écoles. Les formations conjointement proposées par des entreprises textiles et des écoles professionnelles ont aidé 32 400 personnes à trouver du travail.

Aider les groupes fragiles à trouver un emploi durable.

Le Xinjiang pratique des mesures encourageant les travailleurs ruraux en surnombre à trouver un emploi localement. Des usines et des ateliers ont été créés dans des régions rurales en fonction des conditions locales afin de générer des emplois. Le Xinjiang a secondé les organisations de coopération en matière de main-d'œuvre rurale pour promouvoir l'emploi. Il a incité les technopoles à proposer des emplois stables, et développé le tourisme pour créer davantage d'emplois. En se focalisant sur les 22 districts les plus touchés par la pauvreté au sud des monts Tianshan et sur les quatre fermes régimentaires les plus touchées par la pauvreté du Corps de production et de construction, le Xinjiang a mis en application un plan





triennal d'assistance aux démunis par la promotion de l'emploi. De 2018 à juin 2020, le Xinjiang a réalisé au total un transfert de 221 000 personnes démunies enregistrées dans le fichier centralisé vers d'autres secteurs. Les préfectures de Kashgar et de Hotan ont mis en œuvre un plan triennal visant à transférer la main-d'œuvre excédentaire urbaine et rurale vers d'autres secteurs. De 2017 à 2019, ce plan a aidé 135 000 personnes à retrouver un emploi. Le Xinjiang effectue une gestion nominative et dynamique ainsi qu'une assistance catégorisée et ciblée aux personnes ayant du mal à trouver du travail et aux ménages sans emploi. Chaque personne et chaque ménage qui relèvent de ce critère font l'objet d'une assistance jusqu'à ce qu'ils trouvent un emploi stable. De 2014 à 2019, le Xinjiang a aidé 334 300 citoyens ayant du mal à trouver du travail à se procurer un emploi, assuré une aide constante aux ménages sans emploi pour qu'ils trouvent du travail. À l'égard des diplômés universitaires, le Xinjiang met en application un plan pour la promotion de l'emploi et la création d'entreprises, un plan pour le développement des jeunes à l'échelon de base, un plan relatif aux « trois soutiens et une assistance » et un plan pour la promotion de l'emploi pour les jeunes, afin d'orienter et d'encourager les jeunes diplômés à travailler à l'échelon de base, dans les entreprises et à monter une affaire par leurs propres moyens. En 2019, 90,36 % des diplômés universitaires de cette année du Xinjiang avaient trouvé un emploi, 95,08 % des diplômés d'ethnies minoritaires retournés au Xinjiang après leurs études dans les autres régions du pays avaient trouvé un emploi, une prouesse constituant un pic historique.

Soutenir l'innovation et la création d'entreprises pour augmenter les emplois. En considérant l'innovation comme





nouveau moteur pour multiplier les créneaux d'emploi, le Xinjiang fait progresser la réforme visant à promouvoir la décentralisation et la simplification administratives, tout en conciliant contrôle et laissez-faire et en améliorant les services. Il facilite l'accès au marché, améliore continuellement les mesures soutenant la création d'entreprises, applique les mesures concernant les crédits garantis, la bonification d'intérêts, les subventions, la réduction et l'exemption des impôts pour la création d'entreprises, soutient les travailleurs ayant le désir de créer une entreprise et les conditions requises pour cela. Il développe des vecteurs de l'innovation et de la création d'entreprises, veille à améliorer la capacité de service à la création d'entreprises, accélère le développement des espaces marchés, professionnalisés, intégrés et mis en réseau pour l'innovation participative, et propose davantage de plateformes et de services accessibles à tous les entrepreneurs. Le Xinjiang a construit cinq bases pilotes de pépinière d'entreprises au niveau national, 27 au niveau de la région autonome (Corps de production et de construction), qui ont donné naissance à 1 412 microentreprises, avec 10 121 employés. Le Xinjiang développe et soutient les entreprises et entrepreneurs innovants qui sont capables de créer plus d'emplois. Il encourage le développement du modèle « Internet + création d'entreprises », afin de mettre effectivement en valeur le rôle de la création d'entreprises dans la promotion de l'emploi. En 2019, la préfecture de Hotan a attribué à elle seule des crédits garantis s'élevant à 910 millions de yuans, aidant 12 500 personnes, dont des diplômés universitaires, des travailleurs ruraux et des personnes ayant du mal à trouver du travail, à monter une affaire. Grâce au soutien du département des res-





sources humaines et de la protection sociale de la municipalité de Changji, Xiao Min et cinq autres femmes ont créé la société Jingguo Zhongxin du Xinjiang qui est devenue progressivement une société pilote proposant des services en matière de ressources humaines, d'emploi intérimaire, d'intendance, de consultation des politiques et d'informatisation. La société compte 4 800 employés de différentes ethnies, et propose des services en matière de main-d'œuvre à 318 entreprises et établissements d'intérêt public du Xinjiang. Elle a aidé plus de 30 000 chômeurs et travailleurs ruraux excédentaires à trouver du travail, en réalisant un chiffre d'affaires total de 156 millions de yuans.

Développer la formation technique pour promouvoir l'emploi. Conformément à la demande du marché de la main-d'œuvre, le Xinjiang se concentre sur l'amélioration des compétences professionnelles des travailleurs et la promotion des emplois stables. Par le développement des instituts supérieurs technologiques professionnels, des écoles secondaires techniques professionnelles, des écoles techniques, des centres de formation professionnelle, des centres de formation professionnelle pour les employés d'entreprises, des centres de formation technique professionnelle, le Xinjiang développe énergiquement la formation qualifiante fondamentale et les stages sur commande, pour des postes déterminés et axés sur des objectifs précis, mettant ainsi en place un système d'enseignement et de formation professionnels relativement complet. Prenons l'exemple de la préfecture de Hotan. En 2019, 103 300 agriculteurs et pasteurs ont participé à des stages professionnels, dont 98 300 ont trouvé du travail, représentant 95,16 % du total des stagiaires.





Mettre en valeur les avantages institutionnels pour multiplier les canaux. Le Xinjiang a pleinement mis en valeur les avantages institutionnels marqués par l'égalité et l'entraide entre toutes les ethnies ainsi que leur développement et leur progrès en commun au sein de la grande famille de la nation chinoise. En profitant du mécanisme national d'assistance ciblée au Xinjiang, il a coordonné les postes à l'intérieur et à l'extérieur de son territoire, en créant des conditions favorables aux masses de différentes ethnies qui vont travailler dans les autres régions de la partie continentale. Depuis 2014, 117 000 personnes sont allées travailler dans les circonscriptions administratives susmentionnées où le revenu est plus élevé. Conformément au principe de « la formation selon les besoins, et la formation avant l'exportation de la main-d'œuvre », le Xinjiang a développé des stages axés sur la langue chinoise orale et écrite, la législation, le savoir-faire dans les régions urbaines et les techniques professionnelles. Après l'arrivée des travailleurs aux lieux d'accueil, les entreprises leur proposent un logement, de la literie, des accessoires de toilette et d'autres articles d'usage courant afin de leur offrir de meilleures conditions de logement. Certaines entreprises leur fournissent des HLM ou des logements réservés aux couples. Le Xinjiang accomplit à temps les formalités d'enregistrement pour ces travailleurs concernant leur travail en dehors de la région autonome afin de faciliter leur accès aux soins médicaux dans les lieux d'accueil. Les autres régions et les entreprises de la partie continentale aident ces travailleurs à régler leurs problèmes concernant les services de garde d'enfants et la scolarisation de leurs enfants, afin qu'ils se fondent dans les masses locales sur les plans du travail, des études, de la jouissance et de la vie heureuse.





Surmonter les difficultés dues à la Covid-19 pour stabiliser l'emploi et assurer le bien-être de la population. Pour atténuer les impacts négatifs de la Covid-19, le Xinjiang coordonne la lutte contre la crise sanitaire et le développement socio-économique, œuvre pour réaliser la stabilisation de l'emploi, de la finance, du commerce extérieur, des investissements entrants, des investissements domestiques et des anticipations du marché, accomplit les tâches de garantir l'emploi, les moyens de subsistance, les intérêts des acteurs du marché, la sécurité alimentaire et énergétique, les chaînes industrielle et d'approvisionnement, et le fonctionnement fluide des gouvernements à la base. Il pratique des mesures concernant la réduction des charges, la stabilisation et l'augmentation de l'emploi, ainsi que des mesures temporaires et ciblées pour réduire les impôts et les frais concernés. Le Xinjiang incite les entreprises, les commerçants et le marché à reprendre leur activité, et travaille pour améliorer la capacité de l'investissement et de l'industrie en matière de création d'emplois. Fin juin 2020, dans le Xinjiang, les grandes entreprises étaient exemptées pour moitié des cotisations sociales (les assurances vieillesse, chômage et accident de travail), pour un montant de 1,895 milliard de yuans ; les PME et les microentreprises bénéficiaient d'une exemption totale, à hauteur de 5,658 milliards de yuans. Le Xinjiang a approuvé un report de paiement des cotisations sociales par 1 237 entreprises en difficulté, pour un montant de 706 millions de yuans. Il a remboursé 904 millions de yuans de cotisations au titre de l'assurance chômage à 83 100 entreprises, bénéficiant à 1 836 100 employés. Des subventions à l'emploi de 1,695 milliard de yuans ont été allouées à 552 400 personnes. Les villes et bourgs ont créé 339 700 em-





ployés, 41 800 personnes ont monté une affaire en créant 69 500 emplois, 31 600 personnes ayant du mal à trouver du travail ont accédé à un emploi. 2 565 000 travailleurs ruraux en sur-nombre ont été transférés vers d'autres secteurs, soit une augmentation de 46,1 % par rapport à la même période de l'année précédente. Grâce à de diverses mesures, le Xinjiang a obtenu de premières réalisations importantes dans la multiplication des créneaux d'emploi et dans la garantie du bien-être de sa population tout en assurant un contrôle régulier de la Covid-19.





III. Respecter la volonté des travailleurs

Le Xinjiang a toujours fait du respect de la volonté des travailleurs un fondement important pour élaborer des mesures en faveur de l'emploi, multiplier les canaux, créer de nouveaux emplois, organiser des formations à l'emploi et fournir des services en la matière, dans le but d'assurer que ces personnes travaillent et vivent de manière indépendante, de leur propre gré et soient satisfaites.

Connaître globalement les circonstances des ressources humaines. Le Xinjiang continue à améliorer son système de normes statistiques de l'emploi et du chômage, pratique un contrôle aux points désignés sur la main-d'œuvre rurale, un contrôle sur l'emploi des entreprises, et un contrôle sur l'offre et la demande du marché des ressources humaines. Il a mis en place un mécanisme de contrôle et d'alerte pour le chômage, qui s'appuie sur les agences de protection du travail au niveau des cantons et bourgs (quartiers résidentiels), les postes de protection du travail au niveau des villages (communautés), pour se frotter aux informations fondamentales relatives à la quantité, à l'âge, au sexe, au niveau d'instruction et à l'emploi de la main-d'œuvre sous leur juridiction. Il élabore des mesures et plans d'emploi sur la base des résultats de ces informations. Les enquêtes montrent que fin 2019, le Xinjiang comptait 2 590 300 travailleurs ruraux en surnombre, dont 1 654 100 au





sud des monts Tianshan (63,86 %).

Suivre de près la volonté et les besoins des travailleurs.

Le Xinjiang lance une enquête régulière sur la volonté des travailleurs en matière d'emploi pour connaître leurs besoins concernant le lieu de travail, les postes, la rémunération, les conditions de travail, le cadre de vie et les perspectives, afin de leur proposer des services plus ciblés, de réaliser une adaptation parfaite entre le travailleur et le poste, et de promouvoir l'emploi stable. Selon les enquêtes, début 2020, 3 540 personnes vivaient dans le village Aybagh du bourg de Gulbagh, district de Shache dans la préfecture de Kashgar, et parmi les 1 509 personnes capables de travailler, 1 288 avaient le désir de s'orienter vers d'autres secteurs (85 %). Parmi celles-ci, 923 voulaient travailler dans une usine, en espérant un salaire mensuel moyen de 5 000 yuans ; 365 souhaitaient travailler ailleurs dans un restaurant, dans la vente de fruits séchés ou la représentation artistique. En 2019, 5 307 habitants vivaient dans les trois villages du bourg de Baghchi du district de Hotan dans la préfecture portant le même nom. Parmi les 1 699 habitants ayant la capacité de travailler, 1 493 souhaitaient travailler dans d'autres secteurs (88 %) ; 180 voulaient trouver localement un emploi et espéraient travailler dans une entreprise rurale, une usine du village ou une coopérative d'assistance aux démunis, avec un salaire mensuel moyen de 3 000 yuans ; les 26 restants voulaient monter localement une affaire, dans la logistique, le transport, les services de gestion d'immeuble, les services à domicile, les travaux de construction, la coiffure, la restauration et la petite distribution. Après avoir compris leur volonté, le Xinjiang a pu satisfaire leurs besoins personnels. Cela a promu efficacement les flux ordonnés de la main-d'œuvre, stabilisé l'emploi et permis aux travailleurs de se





sentir plus satisfaits.

Mettre sur pied des plateformes sur les informations d'emploi. Le Xinjiang a établi des liens avec de nombreux employeurs, collecté et remis en ordre des informations sur l'offre et la demande. Grâce aux techniques informatisées, ces informations sont parvenues aux personnes ayant le désir de travailler ou souhaitant trouver un emploi, par le biais du marché des ressources humaines, des établissements publics des services-emploi, des plateformes publiques en ligne des services-emploi, de la radio, de la télévision et des panneaux d'affichage dans les villages et les communautés. Par exemple, la préfecture d'Aksu a recouru à des sites publics de services-emploi et à des comptes WeChat pour publier des informations sur l'offre et la demande d'emplois, en mettant en place une plateforme reliant les employeurs et les travailleurs pour faciliter le choix dans les deux sens. Depuis 2014, cette préfecture a organisé 621 foires à l'emploi, attirant 4 953 entreprises, qui ont proposé 145 000 postes vacants et recruté 38 600 personnes. Habibulla Mamut, un habitant démuné du bourg d'Aykol de la municipalité d'Aksu a postulé après avoir lu les informations d'une entreprise électronique de Hangzhou lors d'une de ces foires. Après son admission, il a gagné l'année même 55 000 yuans, se débarrassant de la pauvreté.

Renforcer sans cesse les services publics pour l'emploi. Pour répondre aux besoins des employeurs et des postulants, le Xinjiang a mis en place un système de services publics pour l'emploi à cinq niveaux couvrant tout son territoire, bien hiérarchisé, et caractérisé par la complémentarité des attributions et l'interaction entre les niveaux. Ce système n'a cessé d'élargir les services publics fondamentaux concernant la consultation





des politiques, l'enregistrement de l'emploi et du chômage, l'orientation de l'emploi, les informations des postes vacants, la formation techniques et les stages sur la création des entreprises. Fin 2019, les 144 marchés des ressources humaines au niveau du district ou au-dessus à travers le Xinjiang, les 149 agences intermédiaires de protection du travail dans les fermes régimentaires du Corps de production et de construction, et les 8 668 stations de protection du travail à l'échelon de base avaient proposé au total 21 728 400 services-emploi.

Prévenir et combattre fermement le travail forcé. Selon les règles concernées du Code pénal de la République populaire de Chine, de la Loi de la République populaire de Chine sur le travail, de la Loi de la République populaire de Chine sur le contrat de travail, et de la Loi de la République populaire de Chine sur le maintien de l'ordre public, sont strictement interdits le travail forcé par la violence, la menace ou la limitation illicite de la liberté individuelle, ainsi que les actes d'insulte, de châtiment corporel, de lynchage, de perquisition et de détention illégales des travailleurs. Toute personne qui commet des infractions reçoit une punition administrative selon la loi ; les auteurs de crime ou délit sont poursuivis au pénal. Le Xinjiang respecte strictement les lois et règlements concernés de l'Etat, fait progresser la sensibilisation sur les questions légales, aiguise sans relâche le sens de la légalité des employeurs et des travailleurs, mène en profondeur un contrôle permanent sur l'application de la loi concernant le travail, veille effectivement à la régularisation de l'établissement, du fonctionnement, du contrôle et de la conciliation des rapports de travail, prévient et combat fermement tout acte de travail forcé.





IV. Protéger les droits fondamentaux des travailleurs en vertu de la loi

Le respect du droit au travail des citoyens, la protection des droits et intérêts légitimes des travailleurs, et la réalisation du travail dans la dignité constituent un concept et un objectif dans lesquels le gouvernement chinois persiste depuis toujours. Le Xinjiang observe strictement la Constitution de la République populaire de Chine, la Loi de la République populaire de Chine sur le travail, la Loi de la République populaire de Chine sur le contrat de travail, la Loi de la République populaire de Chine sur la promotion de l'emploi, la Loi de la République populaire de Chine sur la sécurité sociale, la Loi de la République populaire de Chine sur la protection des droits et intérêts des femmes, et la Loi de la République populaire de Chine sur la protection des personnes handicapées. En tenant compte de ses propres conditions, le Xinjiang a élaboré et mis en application le Règlement de la Région autonome ouïgoure du Xinjiang sur l'application de la « Loi de la République populaire de Chine sur la promotion de l'emploi », le Règlement de la Région autonome ouïgoure du Xinjiang sur l'application du « Règlement du contrôle sur la protection du travail », le Règlement de la Région autonome ouïgoure du Xinjiang sur la protection des droits et intérêts des employés en matière de travail, le Règlement de la Région autonome ouïgoure du Xin-





jiang sur l'application de la « Loi de la République populaire de Chine sur la protection des droits et intérêts des femmes », le Règlement de la Région autonome ouïgoure du Xinjiang sur l'application de la « Loi de la République populaire de Chine sur la protection des personnes handicapées » et d'autres règlements locaux, fournissant une ferme garantie légale à la jouissance des droits au travail et à l'emploi par les citoyens sur un pied d'égalité.

Assurer effectivement l'égalité du droit à l'emploi.

Conformément au principe de légalité concernant la protection des droits des citoyens sur un pied d'égalité, le Xinjiang s'efforce d'éviter toute discrimination ethnique, géographique, sexiste et religieuse des travailleurs, ainsi que toute limitation en raison de leur état civil, de leur secteur et de leur identité. Pour assurer l'égalité du droit à l'emploi des femmes, le Xinjiang œuvre pour abattre les barrières entravant l'égalité, en élaborant des mesures visant à soutenir les femmes dans la création de leurs propres entreprises. En 2019, 480 900 personnes ont trouvé un emploi dans les villes et bourgs, dont 228 100 femmes (47,43 %). Pour protéger le droit au travail des personnes handicapées, le Xinjiang n'a cessé de renforcer la formation technique professionnelle. Il développe avec énergie l'emploi centralisé, accroît le nombre de postes assistés et celui de postes d'intérêt public, promeut l'emploi proportionnel des personnes handicapées, les encourage à choisir leur emploi de manière autonome, à monter leurs propres affaires ou à travailler pour leur propre compte. Fin 2019, 183 700 personnes handicapées dans l'ensemble du Xinjiang avaient un emploi, représentant 59,37 % des personnes handicapées ayant la capacité de travail en âge d'être employés.





Protéger effectivement le droit des travailleurs à recevoir leur rémunération. Le Xinjiang met en application les exigences de la politique de l'Etat sur l'établissement d'un mécanisme de croissance régulière des salaires des employés des entreprises, améliore le système de grille réglementaire de salaires des entreprises et le système de prix indicatif du marché de la main-d'œuvre. De 2014 à 2019, le Xinjiang a élaboré et publié chaque année la grille réglementaire des salaires des entreprises. Il a mis en place et perfectionné le mécanisme de réglementation du salaire minimum, passant de 1 520 yuans par mois en 2013 à 1 820 yuans par mois en 2018, soit une croissance de 19,74 %, un niveau plus élevé que la moyenne du pays. Le Xinjiang a élaboré des règlements locaux, notamment le Règlement de la Région autonome ouïgoure du Xinjiang sur la consultation collective des salaires des entreprises de manière à faire progresser à pas assurés cette consultation collective en élargissant continuellement sa couverture. Le Xinjiang a parfait le système de garantie de paiement des salaires. Il punit en vertu de la loi les infractions et crimes concernant le refus de payer la rémunération du travail afin d'assurer que les travailleurs reçoivent leur salaire ou leur rémunération ponctuellement et intégralement.

Protéger effectivement les droits des travailleurs au repos, au congé et à la sécurité au travail. En mettant strictement en application les règlements concernés de l'Etat, le Xinjiang pratique la journée de travail de huit heures et la semaine de 40 heures. Si les employeurs allongent la durée de travail en raison de besoins de production ou d'exploitation, ils doivent procéder à une consultation avec les syndicats et les travailleurs selon la loi et leur accorder des jours de repos





supplémentaires ou une compensation financière. Le Xinjiang protège également les droits des travailleurs à bénéficier de jours fériés et de repos comme la fête du Printemps, l'Aïd el-Fitr et le Corban. Il applique strictement les règles, procédures et normes de l'Etat en matière de sécurité et de santé au travail, améliore le système de responsabilités concernant la sécurité de production, la prévention et le traitement des maladies professionnelles, renforce constamment le sens des responsabilités principales en la matière, effectue un contrôle sur l'application de la loi concernant ces deux domaines, afin de prévenir et minimiser les accidents du travail, et de contrôler et éradiquer à la source les causes des maladies professionnelles.

Protéger effectivement le droit des travailleurs à la sécurité sociale. Le Xinjiang met intégralement en œuvre un plan de sécurité sociale couvrant toute sa population, incite et oriente les employés des PME et des microentreprises, les travailleurs migrants, les travailleurs indépendants et les travailleurs dans les nouveaux secteurs d'activités économiques à payer leurs cotisations sociales afin de réaliser une couverture générale. Fin 2019, on recensait dans l'ensemble du Xinjiang 22 133 300 cotisations pour les assurances vieillesse, chômage et accident de travail. Dans le même temps, les établissements de contrôle sur la protection du travail à tous les niveaux renforcent constamment l'application de la loi. Ils reçoivent en temps opportun les dénonciations et plaintes contre les infractions aux lois et règlements sur la protection du travail, rectifient et traitent en vertu de la loi les infractions commises par les employeurs qui ne s'affilient pas à la sécurité sociale ou ne paient pas les cotisations sociales, afin de protéger les droits et





intérêts légitimes des travailleurs.

Protéger effectivement la liberté de croyance religieuse des travailleurs et leur droit d'utiliser leur propre langue et écriture. Le Xinjiang met strictement en application la Constitution de la République populaire de Chine, la Loi de la République populaire de Chine sur l'autonomie régionale des ethnies, la Loi de la République populaire de Chine sur la langue chinoise orale et écrite ainsi que le Règlement sur les affaires religieuses. Il respecte et protège la liberté de croyance religieuse des travailleurs de différentes ethnies, dans laquelle aucune organisation ni aucun individu ne sont autorisés à intervenir. Tout en généralisant en vertu de la loi la langue chinoise orale et écrite, le Xinjiang respecte et protège le droit des travailleurs d'ethnies minoritaires à utiliser leur propre langue et écriture ethnique. Les travailleurs ont le droit de choisir à leur gré la langue et l'écriture qu'ils veulent utiliser pour communiquer. Le Xinjiang respecte les us et coutumes des travailleurs de différentes ethnies, s'efforce de créer un environnement favorable à leur travail et à leur vie. Tokhali Turhanbay, originaire du district de Wuqia, département autonome kirghiz de Kizilsu, est un musulman d'ethnie minoritaire. Il travaille maintenant dans une usine de chaussures dans le Guangdong. Il s'est inquiété de ne pas pouvoir avoir de nourriture halal, ni de lieu de culte. Mais après son arrivée à l'usine, il a trouvé le cadre de vie agréable et la nourriture halal délicieuse. Il peut se promener dans les rues, aller faire des courses après le travail, utiliser la messagerie vidéo pour communiquer avec sa famille, participer aux activités religieuses dans une mosquée près de chez lui. Il s'est ainsi rapidement adapté à ce nouvel environnement.





Renforcer effectivement le mécanisme visant à protéger les droits et intérêts des travailleurs et à assurer l'assistance à leur égard. Le Xinjiang pratique un système de contrat de travail dans tous les secteurs, précisant les droits et obligations des employeurs et travailleurs. Il améliore le mécanisme de conciliation tripartite des relations de travail par le gouvernement, les syndicats et les représentants des entreprises. Il a travaillé pour régler les problèmes majeurs dans le domaine des relations de travail afin de les harmoniser. Le Xinjiang veille à faire jouer le rôle des syndicats dans la protection des droits et intérêts légitimes des employés. Il renforce effectivement le contrôle sur la protection du travail, la médiation et l'arbitrage des litiges du travail, traite les conflits en temps opportun et de manière appropriée. Il mène une rectification centralisée des infractions flagrantes aux lois et règlements sur la protection du travail, établit une liste spéciale des infractions graves à résoudre, afin de protéger efficacement les droits et intérêts légitimes des travailleurs concernant le placement, le contrat de travail, les horaires, le repos, le congé, le paiement du salaire, l'assurance sociale et la protection spéciale.





V. Le travail permet de créer une vie meilleure

Avec l'application en profondeur d'un ensemble de mesures de promotion de l'emploi pour le bien-être de la population, le Xinjiang a pratiquement réalisé l'objectif selon lequel « chaque famille a une source de revenus, chaque personne a du travail et tous ont une rentrée régulière ». Les masses de différentes ethnies du Xinjiang, notamment celles au sud des monts Tianshan, ont vu leur production, leur vie et leur état d'esprit profondément changer. Avec l'accroissement de leur revenu, elles mènent une vie plus heureuse, plus paisible et plus prometteuse.

Les revenus des ménages ont été grandement augmentés. Les travailleurs de différentes ethnies ont reçu une rémunération régulière, qu'ils travaillent à l'intérieur ou à l'extérieur du Xinjiang. Selon les statistiques disponibles, les travailleurs migrants originaires du Xinjiang dans les autres régions de la partie continentale peuvent recevoir 40 000 yuans par an et par personne, équivalent au revenu disponible par habitant urbain permanent de leur lieu de travail. Les travailleurs migrants en deçà du Xinjiang, quant à eux, reçoivent 30 000 yuans par an et par personne, bien supérieur au revenu issu des travaux agricoles chez eux. Par exemple, Arapat Ahmatjan, un paysan du canton de Charbagh, district de Lop dans la préfecture de Hotan, gagnait moins de 10 000 yuans par an quand il tra-





vaillait dans ses champs. En 2017, il est allé travailler dans une entreprise d'électronique à Nanchang dans le Jiangxi, et il a gagné 160 000 yuans en moins de trois ans. Mamtimin Turamat, un paysan du bourg d'Ushsharbash, district de Yecheng dans la préfecture de Kashgar, ne gagnait que quelques milliers de yuans par an en tant que paysan dans son village. Après avoir trouvé un emploi dans une entreprise dans le département autonome de Changji, il a perçu un salaire mensuel de plus de 4 000 yuans, ce qui lui a permis d'améliorer considérablement sa vie. Il a fait construire une nouvelle maison et s'est marié. Amina Rahman et son mari, paysans du bourg de Ghoruchol, district d'Awat dans la préfecture d'Aksu, étaient un foyer démuni enregistré dans le fichier centralisé. En mars 2018, après avoir lu les offres d'emploi publiées par le bureau de son canton pour les affaires de la protection du travail, ils ont postulé et ont été recrutés par une société à Jiujiang, dans le Jiangxi. Le couple gagne 9 000 yuans par mois. Après avoir remboursé ses prêts, il a épargné 90 000 yuans.

La vie a été considérablement améliorée. Par le labeur, les masses de différentes ethnies ont vu leur vie complètement changer : de la satisfaction de leurs besoins élémentaires du quotidien à une vie relativement aisée, du déplacement par char à âne à celui par les moyens de transport modernes. Reyhangul Imir, une femme démunie du canton d'Ojma, district d'Aketo du département autonome kirghiz de Kizilsu, a envoyé une dizaine de milliers de yuans à sa famille sur une période de quatre ans depuis qu'elle est allée travailler à Cixi, dans le Zhejiang. Elle a fait construire une nouvelle maison dans son village, et elle l'a dotée de nouveaux meubles, changeant complètement son cadre de vie. Yusan Hasan, un paysan





du bourg de Yurungqash, de la municipalité de Hotan, faisait des petits boulots et avait du mal à joindre les deux bouts. Une personne de son village l'a recommandé à une entreprise de transformation de la viande à Urumqi en juillet 2018. Il a commencé comme homme à tout faire. Après un apprentissage et un travail pénible, il a pu rapidement maîtriser des techniques professionnelles. Sa femme, en suivant son exemple, est venue travailler dans une boutique de vêtements à Urumqi, gagnant elle aussi un salaire régulier. En 2020, le couple a acheté un appartement à Urumqi.

Les compétences pour trouver un emploi ont été grandement renforcées. Par des stages professionnels sous diverses formes, les masses de différentes ethnies ont leurs compétences globalement renforcées. Beaucoup de gens sont devenus des experts ou des techniciens supérieurs. Certains sont devenus gestionnaires, d'autres ont monté une affaire par leurs propres moyens. Amina Obul, une femme du canton de Siyak, district de Yutian dans la préfecture de Hotan, après avoir été recrutée par une entreprise d'énergie à Urumqi, est devenue experte après trois ans d'expérience dans plusieurs postes. Elle a été appréciée par son entreprise et figure parmi les « meilleurs employés ». Arzugul Iskandar, une femme du district de Pishan dans la préfecture de Hotan, est venue travailler dans une entreprise textile à Chaohu, dans l'Anhui. Grâce à l'aide d'un technicien chevronné, elle est devenue compétente et passe pour maître. Adila Ablat, un homme de la municipalité de Kuqa dans la préfecture d'Aksu, est retourné dans sa ville natale après avoir terminé ses études en 2018 à l'Institut de la mode de Beijing. Avec une assistance gouvernementale, il a créé une société d'habillement et réalisé un chiffre d'affaires de





2 millions de yuans en 2019, recrutant une quarantaine d'employées. Jibek Nurlanhan, une femme handicapée d'Altay, est retournée dans sa ville natale après avoir terminé ses études universitaires. Le département local des ressources humaines et de la protection sociale lui a proposé une formation pour la création d'entreprises et l'a aidée à rassembler 100 000 yuans pour créer une boutique où elle vend des objets d'art artisanal de l'ethnie kazakh. Cette boutique lui rapporte 6 000 yuans par mois.

La mentalité a été continuellement changée. Par le passé, certains n'accordaient pas d'importance à l'apprentissage des connaissances scientifiques et culturelles, et avaient une idéologie méprisant les femmes au profit des hommes et une mentalité surannée en matière d'emploi ; ils étaient habitués à attendre sans rien faire en quémandant et en comptant sur l'aide gouvernementale. Aujourd'hui, les concepts recommandant de « créer une vie meilleure par le labeur » et de « se procurer du bonheur en se démenant dans le travail » se sont enracinés profondément dans les esprits. Les masses de différentes ethnies ont vu leur conscience du travail, leur désir de monter des affaires et leur esprit de lutte s'aiguiser sensiblement. Par exemple, lors d'une séance de promotion de l'emploi organisée par le district de Makit dans la préfecture de Kashgar, les gens se renseignaient à qui mieux mieux sur les postes proposés et postulaient activement un emploi, la scène était très animée. En voyant les villageois qui avaient gagné de l'argent après être allés travailler ailleurs, les autres ont également eu le désir de quitter leur village et de travailler à l'extérieur pour changer leur vie et apporter une vie plus aisée à leur famille. Ablimit Keyum, qui habite dans le canton de Kanchi, district





de Baicheng dans la préfecture d'Aksu, est un commerçant qui fait la navette entre le Xinjiang et d'autres provinces. Il dit souvent : « Je ne me contente pas de la situation actuelle, je dois redoubler d'efforts, apprendre davantage pour mener une vie moderne et heureuse. » Rozinisa Imin, habitante du canton de Tusalla, municipalité de Hotan, a postulé à Jinjiang dans le Fujian en mars 2019. Elle a aidé sa famille à développer l'élevage avec l'argent gagné. Sous son influence, son frère cadet, qui a terminé ses études dans un lycée professionnel, envisage d'aller travailler dans le Fujian pour vivre une vie meilleure.

Le rêve de la vie a été réalisé. Par un choix autonome, beaucoup ont trouvé un travail idéal. De la campagne à la ville, des champs aux usines, et du paysannat au statut d'ouvrier, ces gens ont non seulement maîtrisé des techniques, augmenté leur revenu, et réalisé un enrichissement, mais ils ont aussi élargi leurs horizons, accru leur savoir-faire, et réalisé leur valeur de la vie. La majorité d'entre eux se contentent de leur situation actuelle et sont pleins d'espoir face à l'avenir. Mamattohti Imintohti du district de Hotan dans la préfecture portant le même nom a toujours désiré posséder son propre restaurant. En 2017, il est allé travailler comme apprenti dans un restaurant à Urumqi, et a maîtrisé rapidement les techniques de la pâtisserie chinoise. Avec l'aide de son maître, il a ouvert son propre restaurant, apprécié des clients. Pashagul Keram du canton de Boritokay, district de Wuqia dans le département autonome kirghiz de Kizilsu, se dévoue à l'intérêt public et se fait un plaisir d'aider les autres. Elle a successivement emmené plus de 500 compatriotes travailler dans le Guangdong, et les a aidés à se débarrasser de la pauvreté. Elle a ainsi reçu le Prix national de la lutte contre la pauvreté et la Médaille nationale du travail.





Les échanges, la communion et la fusion ont été approfondis. Lorsque les travailleurs de diverses ethnies travaillent, apprennent et vivent ensemble, ils renforcent leur compréhension mutuelle, et vouent un sentiment profond les uns aux autres. Ils prennent soin les uns des autres, s'entraident et approfondissent leur amitié, inscrivant un nouveau chapitre de la solidarité interethnique. Une entreprise d'électricité dans la province du Jiangsu compte presque 200 employés de 16 ethnies originaires de différents départements autonomes et préfectures du Xinjiang. Ces employés chantent, dansent, se rassemblent, font des courses et des voyages ensemble. Ils préparent les spécialités du Xinjiang et vivent dans l'harmonie comme des membres d'une même famille. You Liangying, employée du Corps de production et de construction du Xinjiang, a créé une coopérative de culture du coton et de fruits. Elle a traversé à 17 reprises des déserts pour apprendre les techniques avancées de culture à quelques milliers de gens de différentes ethnies. En les sortant de la pauvreté, elle a approfondi la solidarité interethnique. Depuis une dizaine d'années, elle a fourni une assistance désintéressée à Mamatturup Musak, un paysan du district de Pishan dans la préfecture de Hotan. Celui-ci a transmis à son tour cette bienveillance aux autres pour rendre service à la société. Leur histoire émouvante est connue dans toutes les régions du Xinjiang.





VI. Pratiquer les normes internationales du travail et des droits de l'homme

Le Xinjiang met en application des mesures énergiques en faveur du travail et de l'emploi, protège en vertu de la loi les droits et intérêts des masses de différentes ethnies dans le travail, fait en sorte que les gens travaillent dans la dignité et créent une vie plus belle. Cela incarne la valeur commune de la communauté internationale. Il contribue ainsi à la sauvegarde de l'équité et de la justice dans la société et à la promotion du développement général de l'homme.

Remplir les obligations vis-à-vis des conventions internationales. La Chine, en tant que membre créateur et membre permanent du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (OIT), a approuvé les quatre conventions clés que sont la Convention concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, la Convention sur l'âge minimum, la Convention sur les pires formes de travail des enfants et la Convention concernant la discrimination (emploi et profession), ainsi que 22 autres conventions. Parallèlement, la Chine est Etat contractant des traités internationaux de l'ONU tels que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention internatio-





nale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention internationale des droits de l'enfant, la Convention relative aux droits des personnes handicapées, et le Protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. La Chine assimile et transforme les normes internationales du travail et des droits de l'homme. Par la législation, l'élaboration et l'application de politiques, elle protège effectivement tous les droits des travailleurs, interdit strictement le travail des enfants, s'oppose au travail forcé, lutte contre la discrimination dans l'emploi et le harcèlement sexuel dans le monde professionnel, mène en profondeur les actions spécifiques visant à combattre l'emploi illicite, prévient et punit toute criminalité dans le travail. Les autorités à tous les échelons du Xinjiang remplissent effectivement leurs responsabilités en matière de protection du travail et de sécurité de l'emploi, favorisent le plein-emploi d'une plus haute qualité des masses de différentes régions, de diverses ethnies et de différents niveaux de développement, afin de promouvoir le développement et le progrès en commun de différentes ethnies. Cela marque une pratique réussie des normes internationales du travail et des droits de l'homme dans les régions ethniques sous-développées.

Rechercher des voies permettant d'éradiquer la pauvreté. L'éradication de la pauvreté représente un rêve de l'humanité et fait partie de la protection des droits de l'homme.





Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a fixé comme objectif prioritaire « l'éradication de toute forme de pauvreté dans le monde », incarnant l'attente urgente de la communauté internationale sur l'élimination de la pauvreté. En mettant en application ce programme de l'ONU, la Chine insiste sur la réalisation intégrale de la société de moyenne aisance pour tous les Chinois sans laisser de côté aucune ethnie. Le Xinjiang recourt toujours au développement pour promouvoir la protection des droits de l'homme, à l'éducation, la formation, l'amélioration des compétences, le travail et l'emploi pour réduire la pauvreté. Tout en prévenant et combattant efficacement le terrorisme et l'extrémisme, il a réalisé la stabilité sociale et l'amélioration du bien-être de sa population, réduisant grandement le nombre de personnes démunies, le taux de pauvreté baissant considérablement. De 2013 à la fin 2019, 25 districts et 3 107 villages démunis dans le Xinjiang sont sortis de la pauvreté, le taux de pauvreté passant de 19,4 % à 1,24 %. De 2014 à la fin 2019, 737 600 foyers et 2 923 200 personnes sont sortis de la pauvreté. Le reste sera débarrassé de la pauvreté fin 2020. Le Xinjiang a trouvé de nouvelles voies pour résoudre des problèmes mondiaux, lesquelles lui permettent de lutter contre le terrorisme et l'extrémisme, de protéger les droits de l'homme, de se débarrasser de la pauvreté et de parvenir à un développement durable.

Répondre à l'initiative du travail décent. Faire en sorte que tous les travailleurs travaillent dans la dignité pour réaliser le développement global de l'homme est une initiative importante lancée par l'OIT et également un contenu inhérent au respect et à la protection des droits de l'homme. Cela incarne le consensus et la poursuite de la communauté internationale.





Adhérant toujours au concept de placer l'homme au centre de ses préoccupations, le gouvernement chinois répond activement à l'initiative de l'OIT, met strictement en application le Programme par pays de promotion du travail décent de Chine (2016-2020), en intégrant le concept de travail décent dans ses politiques étatiques et ses plans de développement. Le Xinjiang met en application les mesures politiques concernées de l'Etat, redouble d'efforts pour respecter la volonté des travailleurs, protéger leurs droits et intérêts, améliorer le cadre et les conditions de travail et reconnaître leur valeur afin que les travailleurs de différentes ethnies travaillent dans la liberté, l'égalité, la sécurité et la dignité. Cela a permis de promouvoir effectivement le travail décent. En conformité avec les dispositions et exigences des lois, dont la Constitution de la République populaire de Chine, la Loi de la République populaire de Chine sur le travail et la Loi de la République populaire de Chine sur la promotion de l'emploi, le Xinjiang, en tenant compte de ses conditions locales, a élaboré des mesures politiques efficaces afin d'aider par mille et un moyens les travailleurs de différentes ethnies à trouver un emploi durable. Ces dernières années, le Xinjiang assure au maximum le droit au travail aux masses de différentes ethnies avec un taux de chômage enregistré dans les villes et bourgs au-dessous de 3,5 %. Cela a jeté les fondements solides pour réaliser les droits à l'existence et au développement à un niveau plus élevé et dans un sens plus large.





Conclusion

Xi Jinping, secrétaire général du Comité central du PCC, président chinois et président de la Commission militaire centrale, a souligné que l'emploi était prioritaire pour le bien-être de la population. L'OIT a indiqué, dans l'Agenda global pour l'emploi, que « l'emploi est au cœur de la réduction de la pauvreté ». La réalisation du travail décent joue un rôle important pour assurer l'existence, le développement et une famille heureuse aux travailleurs, ainsi que la stabilité sociale durable. Le Xinjiang pratique des mesures énergiques pour protéger le travail et l'emploi, assurant les droits fondamentaux des masses de différentes ethnies au travail et à l'emploi, améliorant grandement leurs conditions de vie et de production, et répondant à leurs attentes pour une vie meilleure.

Ces derniers temps, certaines forces internationales, en raison de préjugés idéologiques ou d'hostilité à l'égard de la Chine, appliquent un double critère en matière de droits de l'homme, au mépris des énormes efforts accomplis par le Xinjiang pour protéger les droits de l'homme. En dépit des faits, elles prennent le noir pour le blanc, et font du tapage autour du soi-disant « travail forcé » au Xinjiang. Elles noircissent ses réalisations dans la protection du travail et la sécurité de l'emploi, et cherchent à priver la population multiethnique du Xinjiang de son droit au travail de sorte qu'elle vive pour toujours dans une pauvreté marquée par l'isolement, la fermeture et le retard.





Il s'agit d'activités visant à empêcher les ethnies du Xinjiang de rechercher une vie meilleure, qui doivent être rejetées par toute personne attachée à la justice et au progrès.

Le respect et la protection des droits de l'homme font partie des principes constitutionnels chinois. Le Parti communiste et le gouvernement chinois accordent toujours une haute importance aux droits des citoyens au travail et à l'emploi. Ils préviennent et éliminent avec fermeté le travail forcé sous toutes ses formes. Les politiques et pratiques en matière de protection du travail et de sécurité de l'emploi menées par le Xinjiang se conforment à la Constitution et aux lois chinoises, sont en accord avec les normes internationales du travail et des droits de l'homme, répondent à l'aspiration de sa population multiethnique à une vie meilleure. Elles permettent d'améliorer le bien-être du peuple, répondent à ses aspirations et gagnent son soutien.

Le travail permet de changer la vie et contribue au bonheur. En envisageant l'avenir, le Xinjiang, adhérant à un concept de développement centré sur le peuple, insistera sur le rôle prioritaire de l'emploi dans l'amélioration du bien-être social, continuera à appliquer une stratégie accordant la priorité à l'emploi et des mesures plus énergiques en faveur de l'emploi, redoublera d'efforts pour promouvoir l'emploi, et travaillera pour réaliser un plein-emploi d'une plus haute qualité et satisfaire les besoins croissants de son peuple à une vie plus belle.







图书在版编目(CIP)数据

新疆的劳动就业保障: 法文/中华人民共和国国务院新闻办公室
发布.—北京: 外文出版社, 2020.9

ISBN 978-7-119-12504-6

I. ①新… II. ①中… III. ①劳动就业—社会保障—研究—新疆—
法文 IV. ①D669.2

中国版本图书馆CIP数据核字(2020)第167649号

新疆的劳动就业保障

中华人民共和国
国务院新闻办公室

*

外文出版社有限责任公司出版
(中国北京百万庄大街24号)

邮政编码 100037

北京市科星印刷有限责任公司印刷
中国国际图书贸易集团有限公司发行
(中国北京车公庄西路35号)

北京邮政信箱第399号 邮政编码 100044

2020年(大32开)第1版

2020年第1版第1次印刷

(法)

ISBN 978-7-119-12504-6

17-F-5651P

